

ORANGE, le 17 juin 2024

N°641

Publié le : 19 JUIN 2024

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION TEMPORAIRE DE LA CIRCULATION, DU STATIONNEMENT ET DE  
L'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC

LE MAIRE DE LA VILLE D'ORANGE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2122-28, L. 2212-1, L. 2212-2, L.2213-1 et L. 2213-6 relatifs aux attributions du Maire, à la Police Municipale, à la Police de la circulation et du stationnement ;

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques et notamment les articles L.2122-1 et suivants, R-2122-1 et suivants, et L.2125-1 et suivants, relatifs aux règles générales d'Occupation du Domaine Public ;

VU la délibération n°806/2022 du Conseil Municipal en date du 13 décembre 2022, parvenue en Préfecture de Vaucluse le 16 décembre 2022, portant révision des tarifs d'occupation du domaine public à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023 ;

VU le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints du 30 novembre 2021 ;

VU la demande du 11/06/2024 par laquelle Monsieur ALARCON Guillaume sollicite l'autorisation d'occupation du domaine public, en vue d'un déménagement.

**Considérant** que pour permettre l'exécution d'un déménagement avec deux véhicules (un véhicule de location et un véhicule personnel) et assurer la sécurité des salariés de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation selon les dispositions suivantes :

- ARRETE -

**ARTICLE 1 :** Monsieur ALARCON et Madame CHOUKARI, ci-après dénommés « les bénéficiaires » sont autorisés à occuper le domaine public :

LIEU (de l'occupation du domaine public) : rue Saint-Clément

ADRESSE DU DEMENAGEMENT : 63 rue Saint-Clément

NATURE (de l'occupation du domaine public) : stationnement de deux véhicules en alternance

DURÉE : du vendredi 05 juillet (de 18h00 à 20h00) au samedi 06 juillet 2024 (de 09h00 à 13h00)

REDEVANCE : gratuité

**ARTICLE 2 :** Au vu des modalités d'occupation du domaine public citées dans l'article 1, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement comme suit :

- La circulation des véhicules de toutes sortes sera perturbée sur la rue Saint-Clément, au droit du n°63 – stationnement d'un véhicule à cheval sur le trottoir (serrer le plus possible au mur, les rétroviseurs rabattus) ;
- Le stationnement des véhicules de toutes sortes sera interdit sur une case de stationnement, au droit du n°62 rue Saint-Clément (stationnement du deuxième véhicule) ;
- La circulation piétonne sera renvoyée sur le trottoir d'en face par mesure de sécurité ;
- Les deux véhicules ne devront pas se stationner en même temps sur le trottoir.

**ARTICLE 3 :** Les véhicules en infraction seront mis en fourrière sans préavis.

**ARTICLE 4 :** Le bénéficiaire est responsable tant vis-à-vis de la Collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de son activité, celle de ses sous-traitants, son personnel ou de l'installation de ses biens mobiliers.

En outre, le bénéficiaire de la présente autorisation doit prendre toutes dispositions nécessaires pour garantir le libre accès des services et engins de secours aux immeubles et aux bouches d'incendie.

**ARTICLE 5 :** Cet arrêté doit être apposé à l'intérieur du (des) véhicule(s) sur le pare-brise, de manière à permettre le contrôle par les agents de la collectivité chargés du contrôle.

**ARTICLE 6 :** Lorsque l'emplacement attribué est constitué par des places de stationnement, la **réservation matérielle de celles-ci doit être effectuée 7 jours avant le début de l'intervention et relève de la responsabilité du bénéficiaire.**

**ARTICLE 7 :** La signalisation, notamment dans le cas d'une déviation de la circulation, sera conforme à la réglementation en vigueur et mise en place par le bénéficiaire, sous sa responsabilité.

**ARTICLE 8 :** De même, si nécessaire, une signalétique particulière sera mise en place par le bénéficiaire et sous sa responsabilité afin d'assurer la sécurité des piétons.

**ARTICLE 9 :** La demande d'ouverture de bornes, en dehors des horaires des services municipaux, dépendra de la Police Municipale de la ville d'Orange : 04.90.51.55.55.

**ARTICLE 10 :** Les droits des tiers et des riverains sont et demeurent expressément réservés.

**ARTICLE 11 :** Le présent arrêté sera publié sur le site de la ville d'Orange.

**ARTICLE 12 :** Le présent arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois.

**ARTICLE 13 :** Monsieur le Maire, Monsieur le Chef de circonscription, Monsieur le Chef de Police Municipale et les agents chargés du contrôle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et pourront retirer la présente autorisation si les prescriptions énoncées ci-dessus n'étaient pas respectées.

